



Le 20 Décembre 2018, avec la CGT, portons l'exigence de la justice sociale !

Le mouvement très médiatisé des gilets jaunes commencé il y a plusieurs semaines a débouché sur l'annulation programmée de la taxe sur les carburants. Cumulé aux nombreuses luttes menées par les salariés et les retraités aux côtés de la CGT, le mouvement social a poussé le gouvernement à faire des propositions.

Les annonces faites le 10 décembre 2018 par Emmanuel Macron ne sont pas de nature à construire une société juste, dans laquelle chacun-e trouve sa place.

Ce que cachent en réalité, les annonces :

- Le SMIC n'augmentera pas de 100 euros ! Il n'y aura que 1,3 % d'augmentation du SMIC (comme c'était déjà prévu) et 80 euros pour la prime d'activité, qui de surcroît n'est versée que sous condition de revenus du ménage et du nombre d'enfants à charge.
- L'exonération de la hausse de CSG pour les retraités percevant moins de 2000 euros de pension ne règle pas le problème du gel des pensions de retraite.
- La défiscalisation et l'exonération de cotisations des heures supplémentaires ne sont pas acceptables : un salarié ne devrait pas à avoir à faire des heures supplémentaires ; il devrait pouvoir vivre de son salaire sans être obligé de travailler plus.
- Prime de fin d'année : à la seule discrétion des patrons ! Autant dire qu'il vaut mieux ne pas trop espérer !

Ces annonces ne règlent en rien les injustices sociales que vivent les salariés, les retraités et privés d'emploi

En effet, il n'y a rien pour les chômeurs, pour les fonctionnaires et pour tous les précaires

Ces mesures qui sont chiffrées à 10 milliards d'euros seront payées par la population, notamment :

- Par l'accélération de la réduction des services publics de l'éducation, de l'hôpital, des collectivités territoriales...
- Par l'accélération du financement de la sécurité sociale par l'impôt afin d'alléger les cotisations dites « patronales »
- Par une réforme annoncée des retraites qui vise à terme à baisser toutes les pensions.

Les grosses entreprises et les actionnaires sortent vainqueurs de ces annonces. Elles gardent le CICE payé par les contribuables qui coûte 40 milliards en 2019 (20 milliards par an depuis 2013). A ce jour le comité d'évaluation du CICE n'a pu mettre en évidence son effet sur la création d'emploi ou sur l'augmentation des salaires.

L'ISF n'est pas rétabli, c'est 4 milliards de manque à gagner !

Pour répondre à l' « état d'urgence social », la CGT propose :

- **D'augmenter les salaires**, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et minimas sociaux. La CGT revendique un minimum de 1800 euros brut pour un SMIC comme base pour les pensions de retraites et pour les minimas sociaux.
- **De restaurer les services publics de proximité** : Les restrictions budgétaires passées ont engendré des fermetures. Par exemple, de nombreux services ont ou vont fermer dans les hôpitaux Seine-et-Marnais ; le sous-effectif des services sociaux (CAF, Maisons des solidarités du Conseil départemental...) ne permet plus aux salariés de remplir leurs missions ; les Pompiers sont également en sous-effectifs. Au SDIS, le sous-effectif empêche certains jours aux pompiers d'assurer normalement, leur mission de secours auprès des populations. La disparition de bureaux de poste, la fermeture d'accueil physique dans les services publics éloignent peu à peu les populations des services auxquels ils ont légitimement le droit de prétendre.
- **D'agir pour l'Education** : le taux d'encadrement (nombre d'adultes par enfant) est un des plus faibles en France métropolitaine. Exigeons la réouverture de classes et la limitation du nombre d'élèves par enseignant. Exigeons la reconnaissance des AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) et des ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) et l'augmentation de leurs effectifs pour pouvoir répondre aux besoins dans les classes.



- **De développer les transports et de les rendre accessibles** : remettre des lignes de trains et de bus sur tout le territoire. La CGT revendique l'accès gratuit aux transports en Ile-de-France.
- **D'Agir pour le maintien de l'emploi industriel** : 70 emplois sont sur la sellette à la Silec (Montereau) racheté par le groupe Prysmian pourtant N°1 mondial et de 43 à 79 emplois à Corning (Nemours) entreprise du verre, fleuron Industriel. **Faire cesser les suppressions d'emploi dans les entreprises bénéficiaires !**

Exigeons une fiscalité de redistribution des plus riches pour les plus pauvres (et pas l'inverse !!)

Avec La CGT, portons l'exigence du progrès et de la justice sociale !

L'Union Départementale CGT de Seine-et-Marne appelle à la grève et à la mobilisation les salariés, retraités et privés d'emplois,

le JEUDI 20 DÉCEMBRE 2018

Manifestation à partir de 9H00 à Melun devant le Conseil Départemental et la Préfecture pour interpeller les élus politiques et les pouvoirs publics